

QUELLES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES DES PLUIES A SALAZIE

L'état de catastrophe naturelle demandé

Bien que la situation d'urgence soit toujours d'actualité dans le cirque de Salazie, l'heure est désormais aux estimations chiffrées du désastre. Hier, la mairie avançait quelque 100 millions de francs de dégâts. Selon les garanties souscrites, le particulier peut, quant à lui, espérer une indemnisation plus ou moins rapide. Elle dépendra notamment de la reconnaissance par la commission interministérielle de l'état de catastrophe naturelle sur la commune. Le préfet a, en outre, demandé au gouvernement l'attribution d'une dotation exceptionnelle permettant de faire face rapidement aux travaux de reconstruction.

AU lendemain du déluge qui s'est abattu sur l'est du département et plus particulièrement à Salazie, la situation d'urgence est toujours d'actualité dans le cirque. Malgré le risque de nouvelles précipitations, les opérations de déblaiement se poursuivent. Dans les cas, sur les chemins, les habitants tentent de panser les plaies et espèrent déjà les premières indemnisations.

Sans nul doute, qu'ils soient simples particuliers, agriculteurs ou chefs d'entreprise, ils seront, dans les jours qui suivent, très nombreux à formuler des demandes d'indemnisation et entamer diverses démarches visant un remboursement. A la mairie de Salazie, on se prépare à affronter le flot de demandes et l'on tente d'estimer les dégâts. Selon les premières reconnaissances effectuées par les services de l'Etat dont le sous-préfet de Saint-Benoît, Yves Lebreton, les dommages causés par les orages seraient estimés à 100 millions de francs. Et si, dès jeudi, Hilaire Maillot, maire de Salazie, déclarait sa commune « sinistrée », celui-ci devra tout de même attendre la confirmation de la commission interministérielle, seule habilitée à déclarer l'état de « catastrophe naturelle » sur la commune.

D'ores et déjà, hier, la préfecture a indiqué avoir sollicité « au regard des précipitations exceptionnelles et des dégâts constatés », une dotation spéciale de l'Etat afin de faire face immédiatement aux travaux de reconstruction et de remise en service nécessaires à Salazie. En outre, le préfet, et à la demande du maire de la commune, a indiqué qu'il présentera au secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, une proposition de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. Cette demande formulée ne pourra être acceptée qu'après que la commission interministérielle ait donné son aval. Pour

statuer, celle-ci aura entre ses mains, les divers rapports des services Orsec (Gendarmerie, Equipement, Sapeurs-Pompiers) mais également le compte-rendu de la préfecture. Enfin, le rapport météorologique fournira des données capitales sur l'intensité et le volume des précipitations confirmant ainsi, le caractère « exceptionnel » de celles-ci, seul paramètre retenu dans la décision ministérielle.

Un fonds de secours ?

Pour chacun à Salazie, particulier, exploitant agricole, chef d'entreprise, commerçant, la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle est très importante. Celui-ci, déclaré au *Journal Officiel*, généralement dans un délai compris entre deux à trois mois, permet ainsi aux titulaires de contrats d'assurance garantissant les dommages aux biens de prétendre à une indemnisation.

Pour autant, les particuliers victimes des précipitations et qui ont vu leur habitation ou leurs biens touchés, peuvent dès à présent consulter leur assureur. Attention, ne peuvent espérer indemnisation, uniquement ceux qui ont souscrit la garantie inondation, incluse dans la fameuse « multirisques habitation ». Ceux-là pourront bénéficier de « remboursements » immédiats. Attention, en aucun cas, les dégâts aux habitations et biens mobiliers ne peuvent entrer dans le chapitre « dégâts des eaux ».

« Celui-ci ne vaut que pour des ruptures de canalisations ou débordement d'engins de lavage », souligne Dominique Le Normand, responsable du département sinistres à la Prudence Créole. En revanche, et si l'état de catastrophe naturelle est reconnu, ceux dépourvus de l'option « inondation » peuvent alors espérer compensation. Le plus rapidement possible, les résidents touchés doivent entre-



prendre une démarche auprès de leur assureur et attendre l'expertise. Il n'existe quasiment aucun plafond à l'indemnisation. Elle peut aller jusqu'au remboursement de l'habitation détruite sur la base du coût de reconstruction.

En outre, les pluies ont pu, dans certains cas, favoriser la mise à jour de malfaçons dans la construction, le plus souvent visibles au niveau des toitures. Dans ce cas, l'indemnisation s'inscrit dans le cadre du « dommages ouvrage ».

Enfin ceux qui, trop nombreux, n'ont souscrit aucune assurance, ne peuvent désormais plus que compter sur le Fonds de secours qui pourrait, exceptionnellement, être abondé par l'Etat. « Même dans ce cas, les indemnisations resteront quand même très faibles », prévient Jacques Faivre, directeur de la Protection civile.

Exonérations fiscales

Mais à Salazie, les particuliers ne sont pas les seuls touchés. De nombreux agriculteurs font déjà valoir des pertes sur les exploitations. Ceux-là devront déclarer leurs pertes à la Direction de l'Agriculture et de la Forêt

(Dat). Au Service d'utilité agricole et de développement (Suad), le directeur Charlie Branlat souligne que pour l'heure, « il est impossible d'estimer avec précision les dégâts supportés par les cultures de choux-chous ou par les fruitiers de Salazie. On sait seulement que des chemins ruraux sont touchés. Pour le reste, nous ne pourrions être fixés que lundi, après le passage sur le terrain de nos techniciens ».

Les entreprises, quant elles, devront au même titre que les particuliers, se retourner vers leur assureur. Enfin, il va sans dire que les acteurs touristiques, peut-être plus que les autres professionnels du cirque, devraient particulièrement souffrir de ce déluge. Fermée depuis mercredi, la route conduisant à Salazie était encore interdite à la circulation durant toute la journée d'hier. Et les autres nombreuses routes emportées ou défoncées par les eaux ne pourront être reconstruites tout de suite. Donc, des difficultés d'accès au cirque énormes et qui empêcheront la visite des touristes. Un manque à gagner certain pour les acteurs touristiques, lequel pourrait être compensé par diverses exonérations fiscales.

Marc BERNARD

Hier, la mairie de Salazie avançait le chiffre de quelque 100 millions de francs de dégâts (photos Thierry VILLENEUIL et Raymond WAE-TION).